

TAXATION ET PRIX

Réfutation des allégations de l'industrie



Affirmation : des taxes plus élevées sur le tabac seront préjudiciables pour l'économie.

Les majorations de taxes conduiront à des réductions significatives du nombre d'emplois dans les secteurs de la culture et de la fabrication du tabac, ainsi que, plus généralement, dans la vente en gros, la vente au détail et d'autres secteurs économiques. En conséquence, elles auront un impact néfaste sur l'ensemble de l'économie.

VÉRITÉ

Dans la plupart des pays, la culture et la fabrication du tabac ne représentent qu'une part faible et en déclin des activités économiques.

En règle générale, le nombre d'emplois dans la culture du tabac est faible comparé aux autres activités de l'agriculture. Étant donnée la nature dépendogène des produits du tabac, tout recul de la demande de tabac se fera progressivement et laissera un temps de transition suffisant aux exploitants pour leur permettre de passer à un autre type de culture.¹

La fabrication du tabac ne génère qu'un très faible nombre d'emplois, en diminution du fait de l'automatisation et de la mécanisation des processus de fabrication de l'industrie du tabac.

L'impact des majorations de taxes sur d'autres secteurs pourrait bien s'avérer positif, car les sommes auparavant dépensées par les fumeurs pour se procurer des produits du tabac seront consacrées à l'achat d'autres biens et services.² L'effet net sur l'emploi résultant de ce changement de préférences des consommateurs sera probablement positif, en permettant la création d'un plus grand nombre d'emplois dans d'autres secteurs.

L'augmentation du prix des cigarettes est la principale mesure permettant de décourager les consommateurs et d'éviter l'initiation au tabagisme des enfants et des jeunes. Grâce à une consommation réduite des produits du tabac, la main d'œuvre sera en meilleure santé et plus productive, ce qui permettra de doper l'économie.

Les revenus accrus du gouvernement dus à des taxes plus élevées et les coûts réduits des soins de santé pour les maladies causées par les produits du tabac peuvent financer les programmes et, ainsi, exercer un impact positif sur l'économie. □

Affirmation : des taxes plus élevées sur le tabac augmenteront la contrebande.

Les majorations de taxes sur les produits du tabac conduiront à une augmentation de la contrebande, de la production illicite de cigarettes et des activités criminelles qui y sont liées.

VÉRITÉ

Les taxes sur le tabac ne constituent pas la principale cause de la contrebande et de l'évasion fiscale. La contrebande a généralement lieu à plus grande échelle face à une application des lois et des poursuites laxistes, à de faibles sanctions appliquées et à la présence d'une corruption au niveau national.

Ainsi, malgré des prix des cigarettes très élevés et des taxes qui figurent parmi les plus élevées sur ce produit, la contrebande est quasi-inexistante dans les pays scandinaves. Il est en revanche très facile de se procurer des cigarettes de contrebande en Albanie, au Cambodge et en Europe de l'Est, où les taxes sont pourtant faibles, et les cigarettes bon marché.³

L'expérience prouve que ces activités illégales peuvent être contrôlées par des contraintes juridiques et réglementaires (par exemple, avec l'utilisation de tampons fiscaux bien visibles, de numéros de série, de marquages spécifiques sur les conditionnements, d'étiquettes de mise en garde sanitaires en langue locale), par l'application de lois et de douanes (par exemple, à travers l'amélioration de l'audit des entreprises et des systèmes de traçabilité et une bonne gouvernance) mais aussi par l'attribution de sanctions plus strictes aux personnes ayant commis des infractions.⁴ Les recettes générées par la majoration des taxes peuvent financer ces mesures.

Les effets bénéfiques des taxes sur le tabac plus élevées en ce qui concerne la santé et les recettes ont été significatifs, même dans les pays où la contrebande existe. Elles entraînent une réduction de la consommation et une augmentation des recettes publiques, même en présence de contrebande.⁵ La réduction du tabagisme permet également de diminuer la demande de produits illicites. □

Affirmation : des taxes sur le tabac plus élevées se traduiront une diminution des recettes fiscales

La chute des ventes de tabac résultant des majorations de taxes sera si importante qu'elle annulera l'impact de ces majorations.

VÉRITÉ

Des taxes sur le tabac plus élevées génèrent une augmentation des recettes fiscales. La demande de produits du tabac est inélastique, ce qui signifie que le pourcentage de réduction de la demande de tabac est plus faible que le pourcentage d'augmentation des taxes. Par conséquent, même si la demande diminue lorsque les taxes et prix augmentent, un taux de taxation plus élevé entraînera une augmentation globale des recettes fiscales.

Tous les états et autorités régionales et locales dotés d'un système de taxation efficace ayant conduit à une hausse significative des taxes sur les cigarettes ont vu leurs recettes augmenter de façon substantielle, malgré la réduction du tabagisme.

- En Afrique du Sud, chaque majoration de 10 % des droits d'accise sur les cigarettes a été associée à une augmentation d'environ 6 % des recettes de ces droits, même lorsque le tabagisme reculait. Entre 1994 et 2001, les recettes des droits d'accise ont plus que doublé du fait de la majoration des taxes dans ce pays.⁶
- En Thaïlande, les majorations de taxes adoptées entre 1994 et 2007 ont conduit à une augmentation des droits d'accise sur les cigarettes de 60 % à 80 % du prix de gros,

TAXATION ET PRIX : Réfutation des allégations de l'industrie

en conséquence de quoi les recettes fiscales sont passées de 20 002 millions de THB en 1994 à 41 528 millions de THB en 2007, et ce, malgré un recul de la consommation.⁷ □

Affirmation : des taxes sur le tabac plus élevées seront préjudiciables pour les plus pauvres.

Les majorations des taxes sur le tabac sont régressives, et affectent de façon disproportionnée les plus pauvres. Ces derniers n'ont que de rares plaisirs, et des taxes plus élevées rendront le tabac hors de prix pour eux.

VÉRITÉ

La consommation de tabac est disproportionnée dans cette catégorie de la population. Dans quasiment tous les pays, les taux de tabagisme sont plus élevés au sein des groupes à faibles revenus et les fabricants du tabac ciblent de manière agressive les populations pauvres à l'aide de la publicité. Ces groupes à faibles revenus consacrent un pourcentage plus élevé de leurs revenus à l'achat de produits du tabac au lieu de biens essentiels. Les foyers indonésiens comptant des fumeurs dépensaient 11,5 % de leurs revenus pour acheter des produits du tabac alors qu'ils n'en consacraient que 11 % à l'achat de poisson, de viande, d'œufs et de lait, 3,2 % à l'éducation et 2,3 % à la santé.⁸ Les majorations des taxes sur le tabac peuvent inciter les groupes à faibles revenus à réduire la quantité de tabac consommée ou à arrêter totalement le tabac et leur permettre ainsi d'utiliser leur argent pour de la nourriture, le logement, l'éducation et les soins de santé, améliorant ainsi leur qualité de vie.

La moitié des consommateurs de tabac invétérés meurent prématurément de maladies liées au tabac. En outre, un nombre plus élevé de consommateurs ainsi que leurs familles doivent subir les épreuves et les douleurs liées aux maladies et aux handicaps causés par le tabac. Les populations à faibles revenus sont plus sensibles aux augmentations des prix du tabac que les personnes ayant des revenus plus élevés. La majoration des taxes sur le tabac conduira à une réduction du tabagisme chez les personnes ayant les revenus les plus faibles, et par conséquent à une diminution de la charge disproportionnée qu'inflige le tabac aux plus pauvres.² □

Affirmation : des taxes sur le tabac plus élevées encourageront les fumeurs à passer à des marques de cigarettes moins chères et/ou à d'autres produits du tabac afin d'éviter les taxes.

Les fumeurs adopteront des marques ou des produits du tabac moins chers. Il n'y aura aucune réduction générale du tabagisme.

VÉRITÉ

Tous les fumeurs ne seront pas tentés de passer à des cigarettes ou à des produits du tabac moins chers. Même lorsque des substituts sont disponibles, de nombreuses études conduites dans le monde confirment que des taxes plus élevées sur les cigarettes dissuaderont les non-fumeurs de commencer à fumer, encourageront les fumeurs à arrêter le tabac, et réduiront la quantité de cigarettes consommées.³

Les systèmes de taxation qui favorisent les droits d'accise spécifiques uniformes réduisent les écarts de prix entre différentes marques et produits, limitant ainsi l'impact de la substitution des produits du tabac lorsque les taxes augmentent.

Affirmation : les taxes sont déjà trop élevées.

Dans la plupart des pays, le taux de taxation sur les produits du tabac est déjà très élevé.

VÉRITÉ

Dans une grande partie du monde, les taxes restent faibles et le tabac bon marché. Dans de nombreux pays, les produits du tabac sont devenus plus abordables avec le temps étant donné la croissance économique et l'augmentation des revenus des foyers, même lorsque les prix, indexés sur l'inflation, sont restés stables ou ont augmenté.⁹

Les taxes sur le tabac ne sont pas suffisamment élevées pour couvrir les coûts énormes que le tabac impose aux personnes, aux familles et aux pays, notamment les frais de santé associés aux maladies liées au tabac, la perte de productivité due aux décès prématurés, les incendies provoqués par le tabagisme et la déforestation pour les exploitations tabacoles. Des taxes sur le tabac plus élevées peuvent servir à couvrir ces coûts, à financer les efforts visant à réduire le tabagisme et à réduire la charge que le tabagisme suppose pour la société.

Affirmation : des taxes sur le tabac plus élevées punissent les consommateurs.

Le tabac est un plaisir. La majoration des taxes sur le tabac implique que les consommateurs devront dépenser plus pour leur plaisir.

VÉRITÉ

Le tabagisme et l'exposition à la fumée du tabac tuent tant les fumeurs que les non-fumeurs. La plupart des consommateurs de tabac commencent à fumer du tabac et y deviennent dépendants avant l'âge de 20 ans, alors qu'ils sont encore trop jeunes pour réaliser les risques que cela implique.¹⁰ Une majorité des utilisateurs qui comprennent les risques inhérents au tabac indique vouloir arrêter¹¹, mais cela s'avère particulièrement difficile pour eux à cause de la nature dépendogène du tabac. Les taxes et les prix élevés des produits du tabac encouragent l'arrêt du tabac et sauvent des vies.

Affirmation : des taxes sur le tabac plus élevées ne réduiront pas le tabagisme.

La dépendance au tabac étant très forte, des prix plus élevés n'auront aucune incidence sur la demande ; la majoration des taxes n'est donc pas justifiée.

VÉRITÉ

De nombreuses études et l'expérience d'un grand nombre de pays montrent que des taxes plus élevées réduisent le nombre de consommateurs de tabac et de maladies et décès liés au tabac.¹²⁻¹⁹ Des prix plus élevés incitent les consommateurs à arrêter le tabac, dissuadent certaines personnes de commencer et les anciens consommateurs de reprendre. Des prix plus élevés réduisent également le nombre de cigarettes fumées par jour chez les fumeurs invétérés.

Une majoration des taxes sur le tabac entraînant une augmentation des prix du tabac de 10 % se traduira par une diminution de la consommation de tabac de 4 % dans les pays à revenus élevés et d'environ 8 % dans les pays à revenus faibles et intermédiaires.⁶

Si des majorations de taxes conduisant à une augmentation de 10 % du prix réel des cigarettes étaient adoptées dans le monde, 40 millions de fumeurs arrêteraient de fumer et 10 millions de décès liés au tabac seraient évités.³

En outre, des taxes sur le tabac plus élevées augmentent les revenus des gouvernements et couvrent les coûts environnementaux et des soins de santé générés par le tabagisme, dont le montant est, dans bien des pays, largement supérieur à celui des revenus provenant de la taxation des produits du tabac. □

Affirmation : les gouvernements interfèrent avec la liberté de choix des consommateurs lorsqu'ils taxent le tabac et découragent sa consommation. Il relève de la responsabilité des gouvernements d'arrêter de chercher à faire connaître à l'ensemble de la population les risques liés au tabagisme.

VÉRITÉ

Même dans les pays à revenus élevés, de nombreux consommateurs de tabac sous-estiment les risques liés au tabac ou n'en sont pas conscients. La plupart des consommateurs commencent à utiliser le tabac alors qu'ils sont encore trop jeunes pour en mesurer les risques. Le tabac n'est pas un produit de consommation comme un autre. Lorsqu'il est employé conformément à l'utilisation prévue, le tabac augmente de façon significative le risque de décès prématuré. Le tabac est une substance dépendogène et, lorsque les consommateurs essaient d'arrêter, ils y sont dépendants.

L'industrie du tabac dépense des milliards de dollars chaque année pour commercialiser ses produits.²⁰ Les jeunes et les consommateurs de tabac sont bombardés chaque jour de publicités trompeuses sur le tabac. La publicité en faveur du tabac minimise les risques liés au tabac aux yeux du public et lui laisse penser que le tabagisme est glamour et tendance.

Le tabagisme impose des coûts aux familles et aux gouvernements qui se caractérisent par les frais de santé inhérents aux maladies liées au tabac et une perte de productivité due aux décès prématurés.²¹ Il impose également des coûts aux non-fumeurs qui développent des maladies et/ou meurent prématurément du fait de leur exposition à la fumée secondaire.

Pour toutes ces raisons, il relève de la responsabilité des gouvernements d'intervenir afin d'éviter aux enfants de commencer à consommer du tabac et de réduire les coûts imposés par le tabagisme à l'ensemble de la société.³ □

Affirmation : les fabricants de tabac acceptent la mise en œuvre d'une réglementation raisonnable de l'industrie et notamment de majorations limitées et prévisibles des taxes sur les produits du tabac qui n'encouragent pas la contrebande.

VÉRITÉ

Des hausses timides des taxes manquent souvent d'efficacité et ne réussissent pas à diminuer le tabagisme. En effet, elles exercent un impact limité sur les prix du tabac et, par voie de conséquence, sur la rentabilité des produits du tabac pour les consommateurs. Dans nombre de pays, les prix du tabac restent très bas. Des hausses significatives sont donc nécessaires pour diminuer la rentabilité du tabac, en limiter la consommation et sauver des vies.

L'industrie aime les évolutions prévisibles des taxes. En effet, elle peut ainsi manipuler le marché à son avantage, notamment en achetant au préalable des tampons fiscaux ou en suggérant aux consommateurs de s'approvisionner. Tandis que les fabricants du tabac font campagne pour des hausses mineures des taxes, ils augmentent souvent les prix des produits du tabac en parallèle à l'augmentation de la taxation. En agissant ainsi, les fabricants optimisent leurs recettes. Ce genre de pratiques prouve qu'ils savent parfaitement comment le marché peut gérer des prix plus élevés. Par conséquent, grâce aux hausses mineures des taxes, les fabricants sont assurés de tirer profit de l'augmentation des prix au nez et à la barbe du gouvernement qui ne peut ainsi pas bénéficier de cette situation.

Même si l'évolution des prix, indépendamment de son importance, peut favoriser la contrebande, elle n'en constitue pas la cause principale. La portée de la contrebande reflète les niveaux d'application des lois, des poursuites judiciaires, des sanctions appliquées et de la corruption à l'échelle nationale. □

1. Giest H, Changb K, Adballah J. Tobacco growers at the crossroads: Towards a comparison of diversification and ecosystem impacts. Land Use Policy. 2009;26:1066-79.
2. Chaloupka F, Hu T, Warner KE, Jacobs R, Yurekli A. The taxation of tobacco products. In: Jha P, Chaloupka F, editors. Tobacco control in developing countries. New York: Oxford University Press, Inc.; 2000.
3. World Health Organization (WHO). Building blocks for tobacco control: A handbook. Geneva: Tobacco Free Initiative; 2004. Available from www.who.int/tobacco/resources/publications/general/HANDBOOK%20Lowres%20with%20cover.pdf.
4. Jha P, Chaloupka F. Tobacco control in developing countries. Oxford: Oxford University Press; 2002.
5. Ross H, Chaloupka FJ. Economic policies for tobacco control in developing countries. Salud Publica Mex. 2006;48 Suppl 1:S113-20.
6. van Walbeek C. Tobacco excise taxation in South Africa. South Africa: World Health Organization; 2003. Available from www.who.int/tobacco/training/success_stories/en_best_practices_south_africa_taxation.pdf.
7. Vathesatogkit P. Benefits that Thailand tobacco control law and program bring to the country. Tobacco and Health, WHO: 1996-2002 2008.
8. Barber S, Adioetomo SM, Ahsan A, Setyonaluri D. Tobacco economics in Indonesia. Paris: International Union against Tuberculosis and Lung Disease; 2008. Available from www.worldlungfoundation.org/downloads/Tobacco_Barber.pdf.
9. Blecher EH, Van Walbeek C. Cigarette affordability trends: An update and some methodological comments. Tobacco Control. 2009;18:167-75.
10. U.S. Department of Health and Human Services (HHS). Preventing tobacco use among young people: A report of the Surgeon General. Washington, D.C.: Centers for Disease Control and Prevention, Coordinating Center for Health Promotion, National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion, Office on Smoking and Health; 1994. Available from www.cdc.gov/tobacco/data_statistics/sgr/sgr_1994/index.htm.

11. Pan American Health Organization (PAHO). Nicotine addiction and smoking cessation. Policy Brief. PAHO; 1999.
12. Chaloupka FJ. Macro-social influences: The effects of prices and tobacco-control policies on the demand for tobacco products. Nicotine Tobacc Research. 1999;1 Suppl 1:S105-9.
13. Orzechowski, Walker ZA. Tax burden on tobacco 2006. USDA Economic Research Service; 2006. Available from www.ers.usda.gov/Briefing/tobacco.
14. Farely M. State cigarette excise taxes: Implications for revenue and tax evasion. North Carolina: RTI International; 2003. Available from www.rti.org/pubs/8742_Excise_Taxes_FR_5-03.pdf.
15. U.S. Centers for Disease Control and Prevention (CDC). Country tax offices: Data highlights 2006 and underlying CDC data/estimates. Atlanta: 2006. Available from www.cdc.gov/tobacco/data_statistics/fact_sheets/health_effects/effects_cig_smoking/.
16. Miller DP, Villa KF, Hogue SL, Sivapathasundaram D. Birth and first-year costs for mothers and infants attributable to maternal smoking. Nicotine and Tobacco Research. 2001 February;3(1):25-35.
17. Lightwood JM, Glantz SA. Short-term economic and health benefits of smoking cessation: Myocardial infarction and stroke. Circulation. 1997 August 19;96(4):1089-96.
18. Hodgson TA. Cigarette smoking and lifetime medical expenditures. Milbank Quarterly. 1992;70(1):81-125.
19. U.S. Centers for Disease Control and Prevention (CDC). US Census. Atlanta: National Center for Health Statistics. Available from www.cdc.gov/nchs/Default.htm.
20. U.S. Federal Trade Commission (FTC). Cigarette Report for 2003. Washington DC: FTC; 2005. Available from www.ftc.gov/reports/cigarette05/050809cigrpt.pdf.
21. Townsend JL. The role of taxation in tobacco control (In Abedian I). Cape Town: Applied Fiscal Research Centre, University of Cape Town; 1998.